

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

**DIRECTION REGIONALE DES  
FINANCES PUBLIQUES  
D'AQUITAINE  
ET DU DEPARTEMENT DE LA  
GIRONDE**

FRANCE DOMAINE  
208 Rue Fernand Audeguil  
33061 BORDEAUX.CEDEX  
Chef de Brigade : Bruno BENEDETTO  
Tél : 05 56 00 13 60  
Fax : 05 56 00 13 51

Affaire suivie par Patrick RAPIN  
Téléphone : 05 56 00 13 67  
Courriel :  
patrick.rapin@dgif.finances.gouv.fr  
Vos réf. :  
Demande du 16/01/2015

## AVIS DU DOMAINE

(Valeur vénale)

(Code du Domaine de l'État, art. R 4 ou décret n° 86-455 du 14 mars 1986 modifié)  
Loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001.  
Articles L1211-1 et L1211-2 du Code générale de la propriété des personnes  
publiques

CONSULTANT  
COMMUNE DE SAUVETERRE DE  
GUYENNE

N° 2015-506V0200

### 1. Propriétaire:

Commune de SAUVETERRE DE GUYENNE.

### 2. Date de réception de la demande d'avis : le 16 janvier 2015.

Visite des lieux effectuée le 13 janvier 2015.

### 3. Situation des biens:

COMMUNE DE SAUVETERRE DE GUYENNE

ARTICLE I :

Fossé comblé en nature de prairie.

Cadastre	Adresse	Contenance
Section ZN	Mont Saint Fort	Non déterminée

ARTICLE II :

Chemin d'exploitation en terre.

Cadastre	Adresse	Contenance
Section ZN	Roussillon	Non déterminée

ARTICLE III :

Chemin d'exploitation formant appendice gravillonné desservant deux propriétés.

Cadastre	Adresse	Contenance
Section ZW	Bourg de Saint Leger Sud	Non déterminée

#### **4. Règles d'urbanisme applicables :**

Plan Local d'Urbanisme de SAUVETERRE DE GUYENNE ; zone Ah pour les articles I et II, et UC pour l'article III.

#### **5. Situation locative :** Parcelles estimées libres.

#### **6. Valeur vénale des immeubles:**

Valeurs unitaires, les différentes emprises n'étant pas déterminées.

ARTICLE I :

0,30 €/m<sup>2</sup>.

ARTICLE II :

0,50 €/m<sup>2</sup>.

ARTICLE III :

1,00 €/m<sup>2</sup>.

La présente évaluation s'entend hors taxes et droits d'enregistrement.

#### **7. Durée de validité de l'avis:** Un an

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

A BORDEAUX, le 06 février 2015

Pour l'Administrateur des Finances Publiques,  
Directeur Régional des Finances Publiques d'Aquitaine  
et du Département de la Gironde,  
par délégation,

Le Contrôleur Principal,



Patrick RAPIN